NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
2 rue Richard Lenoir
93100 Montreuil

Montreuil, le 25 mars 2012

A l'attention de Gilles Vincent Président d'Amorce

Objet : Réponse du Nouveau Parti Anticapitaliste à l'association Amorce

En 2007, Olivier BESANCENOT était candidat à l'élection présidentielle pour la LCR dont est issu le NPA d'aujourd'hui.
Votre association lui avait adressé une demande similaire, moins détaillée toutefois sur le plan des mesures préconisées et plus ciblée sur la gestion des déchets que sur le développement des énergies renouvelables.

Force nous est de constater que la réponse qu'Olivier BESANCENOT vous avait faite pourrait aujourd'hui être utilisée en « copié-collé » par notre candidat Philippe POUTOU, tant la société, régie par les mêmes règles de la concurrence et du profit, a peu évolué vers le modèle écologique que tout le monde souhaite.

Les collectivités territoriales, gestionnaires in fine de la pénurie globale, réussissent il est vrai quelques belles réalisations mais nous sommes bien en deçà de la nécessaire révolution énergétique dont notre pays et le monde entier ont besoin, comme nous sommes loin de l'indispensable et drastique réduction à la source de tous les déchets.

Nous sommes bien sûr favorables à la plupart des mesures que vous préconisez et qui vont dans le bon sens et nous pourrions les soutenir sans difficulté à l'exception des mesures de type « ecotaxe » (EX : N° 45) dont l'inutilité est patente, absorbées qu'elle sont par les industriels et sans aucun effet ni sur leur politique en faveur de l'environnement, ni sur les modes de production.
Les « écotaxes » sont répercutées soit sur les consommateurs, soit sur les travailleurs des filières concernées. Ces mesures font payer au final la crise écologique et économique aux plus démunis et renforcent les inégalités au lieu de les gommer.

Pour le reste, ce que vous préconisez est souhaitable mais aucune des orientations que vous envisagez ne pourra trouver un début d'application sérieuse tant que des monopoles publics ne seront pas créés pour l'approvisionnement énergétique et pour l'essentiel des industries concourant à la production de biens essentiels aux besoins fondamentaux de l'humanité.

Nous ne sortons pas de cette équation. Toutes les incitations fiscales du monde, toutes les agences indépendantes de contrôle, et toutes les déclarations d'intention resteront inopérantes sans un profond bouleversement du fonctionnement capitaliste de notre société.

Vous trouverez ci-dessous un partie de texte qui résume nos propositions en la matière

A votre disposition pour tout échange plus approfondi.

« Les catastrophes environnementales s'enchaînent: que ce soit au niveau du nucléaire, des désastres climatiques, des écosystèmes ou de la biodiversité, il est clair désormais que le modèle capitaliste menace la planète et l'humanité. Dans sa fuite en avant vers une croissance sans fin et sa recherche du profit permanente, il produit toujours plus de biens et génère toujours plus de besoins en faisant fi de l'environnement comme de la santé des travailleurs, des habitants ou des consommateurs.
Face à ces dangers, les politiques libérales ou celles qui visent seulement à « moraliser » le capitalismesont impuissantes car prendre de réelles mesures écologistes nécessite de sortir de la logique du profit et donc de contester frontalement le pouvoir des multinationales nucléaires, pétrolières, semencières …

C'est pourquoi le NPA propose des mesures radicales immédiates : non pas pour faire de la surenchère en ce domaine, mais bien pour répondre à une urgence réelle et gravissime. La situation de la planète est telle qu'elle rend indispensable une rupture totale et rapide avec le modèle productiviste soutenu aujourd'hui par la quasi-totalité de la classe politique

Lutter réellement contre les dérèglements climatiques

Depuis la révolution industrielle, le capitalisme fonctionne grâce aux énergies fossiles. les émission des plus en plus importantes de gaz à effet de serre sont directement liées aux types actuels de production, de transport, de consommation, surtout dans les pays du nord industrialisés qui sont redevables d'une véritable dette écologique à l'égard de ceux du Sud.
La rupture des équilibres écologiques est désormais une menace tangible qui met en danger des millions d'êtres humains, en premier lieu les plus pauvres de la planète.
L'aggravation de la crise environnementale impose donc des mesures d'urgence dans les domaines agricoles, énergétique, industriel, dans celui des transports et du logement, en défendant le principe d'égalité sociale à l'échelle planétaire.

L'élaboration de l'actuel plan climat et l'échec pitoyable de la conférence de DURBAN montrent à quel point on ne peut laisser l'écologie et le sort de la planète dans les mains d'économistes et de politiciens libéraux
De l'avis de l'écrasante majorité de la communauté scientifique, même si l'on observe un ralentissement récent du réchauffement, il faudrait d'urgence diminuer les émissions de gaz à effet de serre,de 80 à 95% d'ici 2050 dans les pays industriallisés, de 25 à 40% d'ici 2020, par rapport à 1990 ;et d'au moins 50% au niveau global.
Or, Durban prévoit seulement 20% de réduction des émissions en 2020 , qui seront réalisés sans effort nouveau (en 2009 les émissions de l'UE étaient déjà inférieures de 17, 6% au niveau de 1990).

En nous contentant de Durban, nous allons donc vers une hausse possible de la température de 4°C environ d'ici la fin du siècle, qui pourrait faire monter le niveau des mers de plusieurs mètres par suite notamment de la dislocation des calottes glaciaires. Les conséquences en seraient incalculables !.

Que faire pour y remédier ?:

Entamer une véritable reconversion industrielle vers des modes de production énergétique propres et une révolution des transports
- les transports sont responsables du quart des émissions de CO2 . Le camion est un outil essentiel de l'économie compétitive libérale, stock zéro, flux tendu, mise en concurrence des sous-

traitants dans toute l'europe. C'est pourquoi il faut imposer …:

- la gratuité des transports en commun, et amélioration de ceux-ci, dans les villes, entre les villes de taille moyenne notamment
- l'interdiction du transport routier de longue distance, et le développement du ferroutage, du transport par voies navigables et du transport maritime
- le remplacement rapide des voitures polluantes par des véhicules plus propres (par exemple voiture électrique alimentée par l'énergie renouvelable).

- le bâtiment est responsable de 20% des émissions de gaz à effet de serre C'est pourquoi il faut imposer …:
  - La création d'un service public du logement et la construction de milliers de logements neufs sobres énergétiquement
  - La rénovation des bâtiments anciens pour répondre aux normes thermiques
  - La systématisation de nouveaux modes de chauffage et de production d'électricité
- les industries sont responsables d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre (plus de 30 % en France) par leur consommation énergétique aussi bien qu'à travers les produits qu'elles fabriquent,

C'est pourquoi il faut leur imposer des normes contraignantes qui doivent permettre d'améliorer la sobriété et l'efficacité énergétique dans ce domaine :

- interdiction de dépasser certains taux de consommation d'énergie fossile, sous peine de fortes taxes
- hausse des tarifs de l'énergie pour les industriels et installation obligatoire de systèmes de cogénération pour la production de chaleur et d'électricité

<u>Sortir du nucléaire en 10 ans</u>

Cela doit résulter de la conjonction de deux facteurs ; d'un coté la baisse de la demande en électricité par une politique de sobriété (rénovation de l'habitat, refus du gaspillage...) et d'économies, et de l'autre coté un développement massif des énergies renouvelables. Pour y parvenir, les obstacles ne sont plus techniques, tant les innovations en matière d'énergies renouvelables et de stockage ont été importantes ces dernières années, bien mais politiques et financiers.
En France comme ailleurs, c'est la logique capitaliste qui est le principal obstacle à cette nécessaire révolution énergétique.
Les industriels de la filière s'accrochent encore à leur phénoménale source de profit et bénéficient d'appuis politiques à droite comme à gauche. Malgré l'horreur de Fukushima, les partis de gouvernement (UMP, PS) sont toujours clairement pour continuer le nucléaire.

Il y a pourtant urgence absolue. Après la catastrophe de Fukushima, l'humanité est toujours sous la menace du pire. Cette tragédie a révélé au monde de façon encore plus évidente l'urgence absolue à se mettre à l'abri des méfaits du nucléaire. Accidents aux conséquences gravissimes, effets de la radioactivité sur la santé, production de déchets hautement nocifs et ingérables, énormes difficultés pour le démantèlement des centrales, pollution des rivières indispensables au refroidissement des réacteurs, production d'armes nucléaires..., les raisons de sortir du nucléaire sont multiples.

Nous pourrions y parvenir très rapidement
Par une réduction de la consommation électrique (potentiel annuel atteignable dans 10 ans) de124 TWh en agissant sur les pertes en ligne et la consommation des centrales, le chauffage
le renforcement des normes des appareils électriques, les économies de l'éclairage domestique et public et en supprimant des gaspillages dans l'industrie et les commerces.

Par une offre rapidement développable en énergies non nucléaires à hauteur de 257 TWh, grand éolien, éolien off-shore, micro-éolien, micro-hydraulique, solaire, énergie de la mer, cogénération,

utilisation optimisée des installations hydrauliques actuelles

Notre scénario, bien que ne diminuant pas dans les 10 ans la production thermique d'électricité, induit pourtant une baisse importante des émissions de CO2
Le découvrir à cette adresse : http://www.npa2009.org/sites/default/files/Sortir%20du%20nucl%C3%A9aire-BAT_0.pdf

Enfin, notre scénario est très largement favorable à l'emploi puisque le développement des renouvelables induit, selon toutes les études, la création de centaines de milliers d'emplois..
Alors que la situation actuelle avec le nucléaire peut se résumer par une baisse des coûts et une explosion de la précarité et de la sous-traitance ! A investissement équivalent, on crée bien plus d'emplois durables dans le secteur des énergies renouvelables que dans le nucléaire

D'autre part, il y a du travail pour des décennies dans le démantèlement des centrales et dans la gestion des déchets existants. Les travailleurs du nucléaire qui le souhaitent pourraient donc demeurer sur leur lieu de vie pour y contribuer, mais bien entendu pas dans les conditions actuelles. Il faut un véritable service public non soumis aux impératifs du marché.
C'est pourquoi notre programme de transition énergétique implique nécessairement des revendications immédiates en matière d'emploi et concernant directement les travailleurs, telles que l'arrêt des plans de suppressions d'emplois dans le secteur de l'énergie, l'embauche des travailleurs du nucléaire en CDI pour garantir une protection et une sécurité efficaces pour eux-mêmes et pour la population, un programme d'embauche de personnels qualifiés pour la lutte contre l'incendie, le droit d'information des mouvements antinucléaires à l'intérieur des centrales.

Il faut en finir avec ce principe capitaliste « les bénéfices au privé, les pertes immédiates et à venir au public ».

Le NPA revendique une production socialisée, la mise en place d'un monopole public de l'énergie, débarrassé de l'énergie nucléaire, cogéré par les salariés et les usagers. . Un tel monopole public aurait à évoluer d'un mode de production hypercentralisé vers un maillage énergétique sur tout le territoire. Un tel monopole public aurait aussi pour mission de centraliser l'évaluation des potentiels d'économies énergétiques et de mise en place d'énergies renouvelables. »